

La situation de l'école en Haïti.

Historique : En Haïti, la grande majorité des écoles est privée. Cela va des bonnes écoles subventionnées (souvent congréganistes ou propriété de personnes haut-placées dans la société...) aux petites écoles des quartiers défavorisés, qui existent par nécessité ou pour faire gagner quelques sous aux fondateurs, qui n'ont souvent ni compétences ni licence. Toutes sont payantes, à plusieurs niveaux, suivant le lieu où elles sont implantées. Certaines bénéficient de licences, pas très nombreuses ; elles sont délivrées par le Ministère, mais très souvent suivant le bon vouloir des inspecteurs régionaux...eux-mêmes quelquefois propriétaires d'écoles... et qui n'aiment pas la concurrence... d'où les difficultés à obtenir des licences. Elles seront d'ailleurs bientôt remplacées par une simple autorisation d'exercer.

Ci-contre : l'école de L'Etoile, à Ouanaminthe, département du Nord-est, aidée par Enfants-Soleil, qui est gérée par une association de Normaliens. Elle est en construction car il faudra laisser l'ancien local en 2018. Elle compte actuellement 750 élèves, dont une partie est déjà dans les nouvelles classes. Il y a un grand parc désormais. Il manque 17 salles de classe à construire ! L'ancienne école est un bâtiment de trois étages trop vétuste et fissuré par le séisme.



Ecole de L'Etoile, Ouanaminthe. Nous espérons pouvoir avancer la construction en 2016, 2017 avec des volontaires, mais il sera impossible de finir. Bien que cette école ait obtenu les meilleurs résultats sur le plan national, elle ne bénéficie d'aucune aide de l'Etat.

Dans le cadre du plan pour l'éducation gratuite, PSUGO, le gouvernement Martelli, en poste jusqu'en janvier 2016, avait promis des subventions pour toutes les écoles primaires d'Haïti (de la première à la 9^{ème} année), pour fonctionner et pouvoir payer les professeurs. Ce plan a commencé à être mis en oeuvre en 2011. Les subventions, promises pour l'année scolaire 2011-2012, pour la première année fondamentale, sont en majorité arrivées. En effet, les mesures devaient être réalisées à raison d'un niveau par an : en 2012-2013, la seconde année serait gratuite, en 2013-2014, la troisième, et ainsi de suite.

D'autre part, toutes les écoles primaires, qui accueillait jusque là les élèves de la première à la sixième année, devaient progressivement accueillir des élèves de la septième année, puis de la huitième, et enfin de la neuvième année. Pour ces trois derniers niveaux, les professeurs sont nombreux, car comme dans les collèges en France, ils enseignent une matière seulement, parfois deux...alors que dans les autres classes, ils fonctionnent comme les instituteurs (professeurs des écoles). Les salaires sont aussi plus importants, les professeurs étant censés être plus diplômés... sans subvention, on comprend qu'il est impossible d'étendre ces compétences aux trois dernières années. De plus les profs diplômés ne pas aller dans les quartiers pauvres...

Tout a bien commencé en 2011-2012, (il n'y avait qu'une classe à subventionner...), et les subventions ont été versées à la plupart des écoles inscrites et répondant grosso modo aux normes. Mais l'année suivante, le retard de paiement a commencé.... Bien sûr les écoles qui avaient des adresses, des amis, ont été payées...le plus souvent les grandes écoles congréganistes, déjà subventionnées, ou celles qui appartiennent à des gens haut placés ; ce sont d'ailleurs les mêmes qui reçoivent régulièrement des aides, en nature ou en espèces, pour les cantines, venant des grands organismes internationaux,(PAM), qui servent d'abord leurs amis, ou les amis de leurs amis... mais les petites écoles, généralement installées dans les quartiers pauvres, ont commencé leur longue attente. Quelques sous en 2012, presque plus rien en 2013... d'autre part plus aucune aide n'a été donnée, depuis le séisme, pour leurs cantines.



A gauche : les classes en construction au Collège de l'Etoile. A droite une partie des normaliens qui construisent l'école, lors d'une réunion sur le terrain. Les arbres commencent à pousser dans le parc. La zone se développe.



Le gouvernement Martelli avait imaginé des restaurants populaires, qui, quelque temps après le séisme(2012...), avaient surgi ici et là. Ils distribuaient de la nourriture aux plus pauvres pour une participation très minime et avaient beaucoup de succès. Il faut dire qu'électoralement, les restos populaires sont plus rentables que les cantines des écoles perdues dans les bidonvilles... les enfants ne votent pas. C'était bien évidemment une bonne idée, à condition d'avoir les fonds et que ce soit bien organisé... c'est très difficile, car les gens n'ont pas tous une carte d'identité, ou peuvent cacher leurs revenus pour profiter de l'occasion. De toute manière, les restaurants populaires non plus n'existent plus, ils ont fini avec le premier Ministre Martin Lamothe, ce n'est pas pour autant que les cantines ont ré-ouvert.... Plus de sous.

Il faut dire que la seconde année, il fallait verser les fonds pour les deux premières années, la troisième pour les trois premières années... n'importe qui, muni d'une calculatrice, aurait pu deviner que ce serait impossible. Le problème est que le gouvernement Martelli, par enthousiasme démesuré, ou par démagogie...ou par inconscience, avait annoncé que l'école, de la première à la 9^{ème} année, serait gratuite. Les parents, forts de cette promesse, ont refusé de payer, pensant que les écoles recevaient les subventions

La loi autorise les directeurs à utiliser comme ils le veulent les subventions reçues, à condition de justifier les dépenses : réhabiliter les locaux, payer les profs, fonctionner, acheter du matériel scolaire...ce qui fait qu'on voit surgir parfois de belles églises sur les terrains où l'on doit construire (ou l'on a construit...) des écoles.

Donc les parents ne veulent pas payer (dans les quartiers pauvres, ils étaient peu nombreux à pouvoir participer à l'écolage), les effectifs des écoles les plus pauvres diminuent. Dans les écoles les plus riches, tout va bien : cantine, parents qui payent, subventions...

Les écoles pauvres sont contraintes d'embaucher de plus en plus, des « enseignants » à bas salaires, donc mal ou pas formés, ce qui creuse encore le fossé entre les établissements, donc entre les diverses couches de la population : les plus pauvres étant bien sûr de loin les plus nombreux.

Par exemple, notre école Massawist de Verrettes a reçu pour les années 2011-2012 : 264600 gourdes (environ 4700 euros). Une partie pour réhabiliter les locaux,(172075 gourdes) ces fonds ayant été complétés par notre association et les interventions de l'Association « Coup de Pouce » en 2015. Il reste une somme pour les travaux de 2016.(le budget de construction est sur notre site)

Mais depuis fin 2012, rien. Les effectifs de l'école ont un peu diminué. Le retard de paiement, à lui seul, est estimé à 16 milliards de gourdes !!! (266 millions d'€) C'est une somme colossale, qu'évidemment ni le gouvernement (qui a changé) ni le Ministère, ne possèdent. Il ne s'agit que du retard de paiement et non des subventions à venir qui augmenteront sans cesse... Il y a donc une certitude que les subventions, et le projet, pourtant essentiel qui va avec, passe aux oubliettes. Dramatique pour un pays, qui compte tant de personne handicapées par l'illettrisme, qui ne peut que compter sur l'école pour que sa jeunesse sorte de la misère.